



Le cauchemar financier imminent: bonjour le rêve américain!

Par [John W. Whitehead](#)

Mondialisation.ca, 19 mars 2020

Région : [États-Unis](#)

Thème: [Économie](#)

«Lorsque le pillage devient un mode de vie pour un groupe d'hommes dans une société, au fil du temps, ils se créent un système juridique qui l'autorise et un code moral qui le glorifie.» - **Frédéric Bastiat**, économiste français

Parlons chiffres, d'accord ?

La [dette nationale](#) - le montant que le gouvernement fédéral a emprunté au fil des ans et doit rembourser - s'élève à 23 000 milliards de dollars, et augmente ...

Le [montant](#) que ce pays doit maintenant est supérieur à son produit national brut - tous les produits et services créés en un an par le travail. Nous payons chaque année plus de 270 milliards de dollars uniquement en [intérêts](#) sur cette dette publique. Et les deux principaux pays étrangers qui «*détiennent*» notre dette sont la Chine et le Japon.

Le déficit national - la différence entre ce que le gouvernement dépense et les recettes qu'il perçoit - devrait [dépasser](#) 1 000 milliards de dollars chaque année au cours des 10 prochaines années.

Les États-Unis [dépensent](#) plus en aide étrangère que tout autre pays - 50 milliards de dollars rien qu'en 2017. Plus de 150 pays dans le monde [reçoivent](#) une aide financée par les contribuables américains, la plupart des fonds allant au Moyen-Orient, en Afrique et en Asie.

Pendant ce temps, près de 60% des Américains sont [tellement à court](#) de ressources financières qu'ils n'ont même pas \$500 d'économies, et rien du tout à mettre de côté pour la retraite, et pourtant ils sont obligés de payer pour des programmes gouvernementaux qui ne contribuent guère à améliorer leur vie.

Mes amis, si vous ne l'avez pas encore compris, nous ne vivons pas le rêve américain.

Nous vivons un cauchemar financier.

Le gouvernement américain - et cela inclut l'administration actuelle - dépense de l'argent qu'il n'a pas dans des programmes qu'il ne peut pas se permettre, et «*nous, les contribuables*», sommes ceux qui paieront pour cela.

Comme [l'explique](#) l'analyste financière Kristin Tate, «*Lorsque la dette du gouvernement arrivera à échéance, nous passerons tous à la caisse.*» C'est déjà arrivé : pendant la crise de la dette européenne, l'île de Chypre a saisi les fonds privés des comptes bancaires de ses citoyens pour couvrir ses dettes, ceux qui avaient pris soin de sauver leur

monnaie liquide ont été [contraints](#) de céder entre 40% et 60% de leurs actifs. [*C'était pas si grave, il s'agissait essentiellement de richissimes russes :-), NdT*]

Cela pourrait-il arriver ici ? Le gouvernement pourrait-il réellement saisir des fonds privés pour son propre profit ?

Regardez autour de vous. Cela se produit déjà.

Aux yeux du gouvernement, «*nous, le peuple, les électeurs, les consommateurs et les contribuables*» ne sont guère plus que des portefeuilles qui attendent d'être pillés.

Considérez ceci : le gouvernement peut saisir votre maison et votre voiture, que vous avez achetée et payée, en cas de non-paiement des taxes. Les agents du gouvernement peuvent geler et saisir vos comptes bancaires et autres objets de valeur s'ils «*soupçonnent*» simplement des actes répréhensibles. Et l'IRS [*le fisc*] est prioritaire pour prélever sur votre salaire ce qu'il lui faut pour payer les programmes gouvernementaux sur lesquels vous n'avez pas votre mot à dire.

Nous n'avons pas vraiment notre mot à dire sur la façon dont le gouvernement fonctionne ou sur la façon dont nos fonds publics sont utilisés, mais nous sommes de toute façon obligés de payer *la peau des fesses*, quoi qu'il arrive.

Nous n'avons pas vraiment notre mot à dire, mais cela n'empêche pas le gouvernement de nous dépouiller à chaque occasion et de nous forcer à payer pour des guerres sans fin qui font plus pour financer le complexe militaro-industriel que pour nous protéger, des projets bidons corrompus qui produisent peu ou rien, et un État policier qui ne sert qu'à nous emprisonner dans ses murs.

Si vous n'avez pas le choix, aucune voix et aucune véritable option quand il s'agit de contester le gouvernement sur ses exigences concernant votre propriété et votre argent, vous n'êtes pas libre.

Il n'en a pas toujours été ainsi, bien sûr.

Les premiers Américains sont entrés en guerre pour les droits inaliénables décrits par le philosophe John Locke comme les [droits naturels](#) à la vie, à la liberté et à la propriété.

Cependant, il ne fallut pas attendre longtemps – cent ans en fait – pour que le gouvernement américain réquisitionne la propriété des citoyens en prélevant des impôts pour payer la guerre civile. Comme le [rapporte](#) le *New York Times*, «*une résistance généralisée a conduit à son abrogation en 1872.*»

Déterminé à réclamer une partie de la richesse des citoyens pour son propre usage, le gouvernement a rétabli l'impôt sur le revenu en 1894. Charles Pollock a contesté l'impôt comme inconstitutionnel, et la Cour suprême des États-Unis a statué en sa faveur. La victoire de Pollock a été de courte durée. Les membres du Congrès – unis dans leur détermination à taxer les revenus du peuple américain – ont travaillé ensemble pour adopter un amendement constitutionnel annulant la décision Pollock.

À la veille de la Première Guerre mondiale, en 1913, le Congrès a [institué](#) un impôt permanent sur le revenu par le biais du 16^e amendement à la Constitution et la loi sur le revenu de 1913. En vertu de celle-ci, les personnes dont le revenu dépassait \$3 000

pouvaient être imposées à partir de 1%. jusqu'à 7% pour les revenus supérieurs à \$500 000

Tout est parti de là.

Sans surprise, le gouvernement a utilisé ses pouvoirs fiscaux pour faire avancer ses propres programmes impérialistes et les tribunaux ont maintes fois [confirmé](#) le pouvoir du gouvernement de pénaliser ou d'emprisonner ceux qui refusaient de payer leurs impôts.

Irwin A. Schiff était l'un des manifestants fiscaux les plus virulents du pays. Il a passé une bonne partie de sa vie à faire valoir que l'impôt sur le revenu était inconstitutionnel, et il a mis son portefeuille en accord avec sa conscience : il a [cessé de payer](#) des impôts fédéraux en 1974.

Schiff a également payé le prix de sa résistance : il a purgé trois peines de prison distinctes - plus de 10 ans au total - pour son refus de payer des impôts. Il est décédé à l'âge de 87 ans, purgeant une peine de 14 ans de prison. Comme l'a fait remarquer l'activiste constitutionnel Robert L. Schulz dans la [nécrologie](#) de Schiff, «*Dans une société où il y a tant de peur du gouvernement, et en particulier de l'IRS, [Schiff] était probablement l'éducateur le plus influent en ce qui concerne le fonctionnement du Code fiscal. C'est très difficile de parler au pouvoir, mais il l'a fait et il en a payé le prix fort.*»

Il est toujours aussi difficile de discuter avec le pouvoir, et ceux qui le font paient toujours un lourd tribut.

Pendant tout ce temps, le gouvernement continue de faire ce qu'il veut - lever des impôts, accumuler de la dette, dépenser de façon scandaleuse et irresponsable - sans penser au sort de ses citoyens.

Pour couronner le tout, toutes ces guerres que les États-Unis sont si désireuses de mener à l'étranger sont menées avec des fonds empruntés. Comme le [rapporte](#) *The Atlantic* :

« Depuis quinze ans maintenant, les États-Unis mènent des guerres à crédit... Les dirigeants américains financent essentiellement les guerres avec des dettes, sous la forme d'achats de bons du Trésor américain par des entités basées aux États-Unis comme les fonds de retraite, les gouvernements locaux, ou à l'étranger dans des pays comme la Chine et le Japon. »

Si les Américains géraient leurs finances personnelles de la manière dont le gouvernement gère - mal - les finances du pays, nous serions tous maintenant en prison pour dette.

Pourtant, le gouvernement reste impénitent, imperturbable et jamais découragé dans ses razzias.

Pendant que nous luttons pour nous en sortir et que nous prenons des décisions difficiles sur la façon de dépenser le peu d'argent qui nous parvient réellement après que les gouvernements fédéral, étatiques et locaux aient pris leur part - cela n'inclut pas les taxes furtives imposées par les péages, amendes et autres sanctions fiscales -, l'État policier dépense nos deniers durement gagnés pour renforcer ses pouvoirs et contrôler ses citoyens.

Par exemple, les contribuables américains ont été contraints de [débours](#) plus de 5 600

milliards de dollars depuis le 11 septembre pour la soi-disant «*guerre contre le terrorisme*» coûteuse et sans fin, voulue par le complexe militaro-industriel.

Cela se traduit par environ \$23 000 par contribuable pour mener des guerres à l'étranger, occuper des pays, fournir une aide financière à des alliés, remplir les poches des entrepreneurs de la défense et graisser les pattes de dignitaires étrangers corrompus.

Rappelez-vous, ces stupéfiants 6 000 milliards de dollars ne sont qu'une partie de ce que le Pentagone dépense pour l'empire militaire américain.

Ce prix ne cesse de [croître](#).

De cette façon, le complexe militaro-industriel s'enrichira encore plus et le contribuable américain sera contraint de déboursier encore plus pour des programmes qui ne contribuent guère à améliorer nos vies, à assurer notre bonheur et notre bien-être, ou à garantir nos libertés.

Comme Dwight D. Eisenhower avait [averti](#) dans un discours de 1953 :

Chaque arme fabriquée, chaque navire de guerre lancé, chaque fusée tirée signifie, au final, un vol à ceux qui ont faim et ne sont pas nourris, à ceux qui ont froid et ne sont pas vêtus. Ce monde en armes ne dépense pas seulement de l'argent. Il dépense la sueur de ses ouvriers, le génie de ses scientifiques, les espoirs de ses enfants. Le coût d'un bombardier lourd représente la construction d'une école moderne en briques dans plus de 30 villes ; ou deux centrales électriques desservant chacune une ville de 60 000 habitants ; ou deux hôpitaux entièrement équipés ; ou une cinquantaine de kilomètres de chaussée en béton. Nous payons pour un seul avion de chasse la valeur d'un demi-million de boisseaux de blé. Nous payons pour un seul destroyer la valeur de nouvelles maisons qui auraient pu loger plus de 8 000 personnes. C'est, je le répète, le meilleur mode de vie qui nous attend sur la route que le monde a empruntée. [Ce n'est pas du tout un mode de vie](#), en aucune façon. Sous les nuages d'une guerre menaçante, c'est l'humanité crucifiée sur une croix de fer. [...] Le monde ne pourrait-il pas vivre d'une autre façon ?

Et ce n'est toujours pas un mode de vie.

Pourtant, ce ne sont pas seulement les guerres sans fin du gouvernement qui nous saignent à blanc.

Nous sommes également obligés de déboursier de l'argent pour des systèmes de surveillance qui suivent nos mouvements ; pour militariser davantage notre police déjà militarisée ; pour permettre au gouvernement de saisir nos maisons et nos comptes bancaires ; pour financer des écoles où nos enfants n'apprennent rien de la liberté mais tout de la façon de se conformer, et ainsi de suite.

Voyez-vous l'image maintenant ?

Le gouvernement ne prend pas notre argent pour améliorer notre vie. Jetez un œil à l'infrastructure défailante du pays et vous verrez à quel point on dépense peu pour des programmes qui font avancer le bien commun.

On nous vole aveuglément pour que l'élite gouvernementale s'enrichisse.

Ce n'est rien de moins qu'une tyrannie financière.

«*Nous, le peuple*» sommes devenus la nouvelle sous-classe permanente en Amérique.

Il est tentant de dire que nous ne pouvons pas y faire grand-chose, sauf que ce n'est pas tout à fait exact.

Il y a quelques choses que nous pouvons faire : exiger la transparence, rejeter le copinage et la corruption, insister sur des prix justes et des méthodes comptables honnêtes, mettre un terme aux programmes gouvernementaux incitatifs qui privilégient le profit plutôt que les gens. Mais cela exigera que «*Nous, le peuple*», cessions de faire de la politique et restions unis contre les politiciens et les intérêts des entreprises qui ont **transformé notre gouvernement et notre économie en une pratique du fascisme dans laquelle il faut payer pour jouer.**

Nous sommes devenus tellement investis dans la politique identitaire qui nous étiquette en fonction de nos tendances politiques [*de notre ethnologie, de nos pratiques sexuelles, NdT*], que nous avons perdu de vue le seul label qui nous unit : nous sommes tous américains.

Les pouvoirs en place veulent nous opposer les uns aux autres. Ils veulent que nous adoptions un état d'esprit «*nous contre eux*» qui nous réduit à l'impuissance et à la division.

Croyez-moi, le seul «*nous contre eux*» qui vaille est «*nous le peuple*» contre l'État policier.

Nous sommes tous dans le même bateau, mes amis, et il n'y a qu'un vrai gilet de sauvetage : c'est la Constitution et la Déclaration des droits.

La Constitution commence par ces trois mots puissants : «*Nous, le peuple*».

Le message est le suivant : il y a du pouvoir dans nos chiffres - ils sont explosifs.

Cela reste notre plus grande force face à une élite gouvernementale qui continue de se moquer de la population, et notre plus grande défense contre un gouvernement qui a revendiqué pour lui-même un pouvoir illimité sur l'argent - des contribuables - et l'épée - la puissance militaire.

Cela est vrai qu'il s'agisse des soins de santé, des dépenses de guerre ou de l'État policier américain.

Pendant que nous sommes sur le sujet, faites-moi une faveur et ne vous laissez pas bernier en pensant que la prochaine cohorte de sauveurs politiques sera différente des précédentes. Ils promettent *tous* beaucoup lorsqu'ils se présentent aux élections et lorsqu'ils sont élus, ils dépensent aussi beaucoup à nos dépens.

Comme je le dis clairement dans mon [livre](#) *Battlefield America : The War on the American People*, c'est ainsi que les classes moyennes, qui alimentent l'économie nationale et financent les programmes du gouvernement, se font bernier à chaque fois.

George Harrison, qui aurait eu 77 ans cette année, a résumé cet état de choses scandaleux dans sa chanson *Taxman* :

Si vous conduisez une voiture, je taxerai la rue,

Si vous essayez de vous asseoir, je taxerai votre siège.
Si vous avez trop froid, je taxerai le chauffage,
Si vous vous promenez, je taxerai vos pas.
Ne me demandez pas pourquoi je le veux
Si vous ne voulez pas payer un peu plus.
Parce que je suis le fisc, ouais, je suis le fisc.
Maintenant mon conseil pour ceux qui meurent
Déclarez le prix de votre cercueil
Parce que je suis le fisc, ouais, je suis le fisc
Et vous ne travaillez que pour moi.

John W. Whitehead

Article original en anglais :



[The Looming Financial Nightmare: So Much for Living the American Dream](#), publié le 26 février 2020.

Traduit par jj, relu par San pour [le Saker Francophone](#)

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [John W. Whitehead](#), Mondialisation.ca, 2020

Articles Par : [John W. Whitehead](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca